

Manuel de normalisation des sites Web gouvernementaux

Infrastructure publique numérique avec
gouvernance, souveraineté et viabilité
à long terme. Soutenir les entreprises locales
et répondre aux besoins des citoyens.

Anatomie et impact de la normalisation s Web

Renforcer la confiance et l'authenticité institutionnelles	3
Guide pratique de mise en œuvre	3
Solide, cohérent et clair : trois dimensions de la normalisation des sites Web	5
Impact économique local : travail prévisible pour les entreprises locales	7

Création et mise en œuvre d'une norme

Un standard web en un coup d'œil	8
Mesurer le succès avec des indicateurs de performance pratiques compris par les dirigeants	9
Un plan de mise en œuvre sur 12 mois qui maintient la dynamique	11

Conserver son indépendance grâce aux plateformes open source

Contrôle et propriété renforcés de l'infrastructure numérique	12
Les avantages de l'open source sont nombreux	13

TYPO3 — gestion de contenu pour les institutions du secteur public

Le modèle de projet à quatre piliers de TYPO3	15
À propos de TYPO3	18
Gouvernance de TYPO3	19



TYPO3 est un bien public numérique vérifié et approuvé par l'Alliance des biens publics numériques, une initiative supportée par le Secrétaire général de l'ONU. Notre travail soutient les objectifs de développement durable.

Anatomie et impact de la normalisation des sites Web

Renforcer la confiance et l'authenticité institutionnelles

Les sites Web gouvernementaux fournissent des services fondamentaux aux citoyens et aux entreprises. Ils constituent la porte d'entrée vers les services publics numériques et une vitrine sur l'image internationale d'un pays. Une présence Web standardisée est un gage de confiance et d'authenticité pour l'ensemble du secteur public.

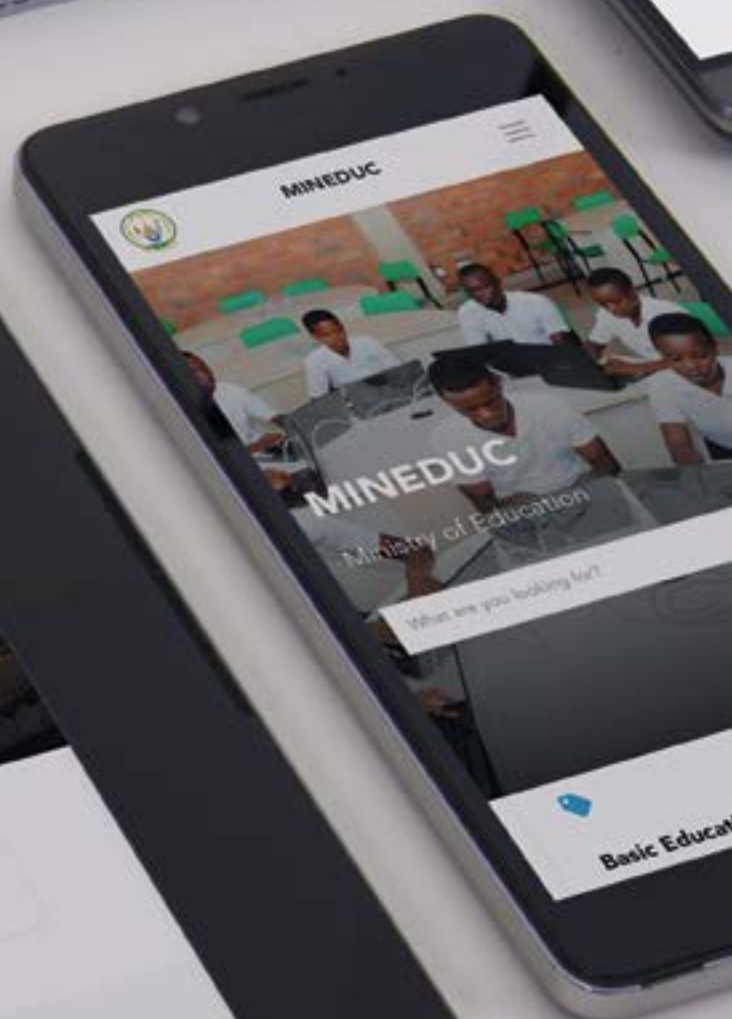
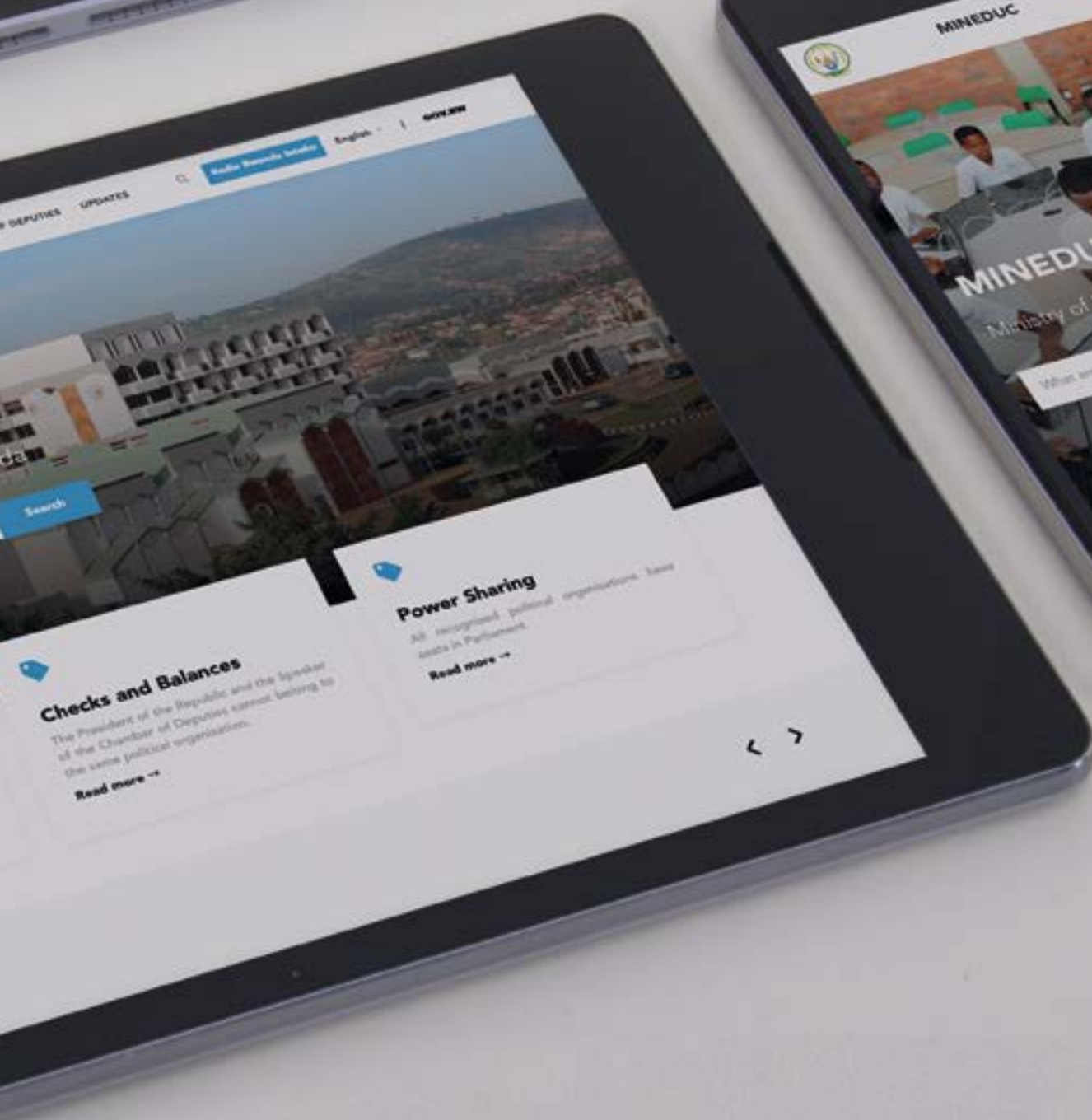
Une architecture d'information prévisible, combinée à une manière commune de rédiger et de présenter le contenu sur tous vos sites Web gouvernementaux véhicule une image *d'authenticité, d'accessibilité et de sécurité*. Les conventions communes réduisent les frictions, préviennent la fraude, accélèrent l'adoption des services et renforcent la crédibilité institutionnelle à l'échelle nationale.

Guide pratique de mise en œuvre

Ce manuel est un guide pratique destiné à toute personne impliquée dans la création, la mise en œuvre ou la gestion de sites Web gouvernementaux.

Il vous permet de livrer des sites Web avec une estimation des coûts plus fiable, des processus de maintenance optimisés et des directives claires et centralisées qui garantissent la durabilité et la valeur à long terme.

Ce n'est pas un manuel bureaucratique. Ce guide fournit plutôt des conseils pratiques, des exemples concrets et des instructions étape par étape pour vous aider à accélérer la mise en œuvre d'une présence Web standardisée. Que vous soyez au démarrage ou au perfectionnement d'une plateforme existante, vous trouverez des stratégies claires et faciles à suivre conçues pour vous aider à réussir.



Solide, cohérent et clair : trois dimensions de la normalisation des sites Web

Afin de lancer 10, 50 ou 500 sites web tout en maîtrisant les coûts, en garantissant une qualité constante et en respectant les délais, la standardisation est une nécessité. Pour en tirer pleinement parti, il convient d'accorder une attention égale à ces trois dimensions :

Une base technique solide — Un système de gestion de contenu (CMS) standardisé, sécurisé, évolutif et interopérable, capable de prendre en charge plusieurs sites Web à partir d'une même base de code. Cette approche permet d'éviter les coûts de maintenance exorbitants liés à la divergence des systèmes. Les investissements dans les fonctionnalités, les correctifs de sécurité et les mises à niveau sont effectués une seule fois et profitent instantanément à toutes les parties prenantes.

Une expérience utilisateur cohérente — Un système de design et un modèle de contenu standardisés au niveau national, avec des menus, des modèles de page, des options linguistiques, des règles d'accessibilité et des directives éditoriales cohérents. L'adoption par les citoyens est plus rapide lorsque les meilleures pratiques sont utilisées et que les utilisateurs n'ont pas à passer du temps à apprendre une logique unique pour chaque site web.

Une méthode de travail claire — Gouvernance, rôles, processus, budgets et accords de niveau de service (SLA). Tout le monde sait qui est responsable de quoi, comment les versions sont publiées et comment l'assistance est fournie.

Une base solide pour la gestion de contenu¹

Un système de gestion de contenu (CMS) est un outil permettant de gérer et de publier du contenu sur des sites Web et d'autres plateformes numériques. De nombreux CMS sont conçus pour les petits sites Web, mais sont peu performants lorsqu'il s'agit de gérer de grandes quantités de données. Les gouvernements devraient rechercher un CMS conçu pour les organisations ayant des besoins grandissants et complexes en matière de gestion de contenu.

Le choix du bon CMS peut avoir une grande influence sur le succès de votre stratégie numérique. Même si vous pouvez utiliser presque n'importe quel système de gestion de contenu pour faire fonctionner presque n'importe quel site web, l'impact financier d'un mauvais choix se révèle souvent trop tard, à travers les coûts de maintenance et les frais généraux liés à au support technique.

Lorsqu'un site web montre inévitablement des signes de vieillissement, un CMS adapté devrait vous permettre de remplacer ou de renouveler le design sans modifier le contenu. De même, votre contenu

¹ typo3.com/fr/choisir-ecms



ne doit pas être dépendant du design du site web. Ce modèle de CMS découplé et modulaire permet de maintenir à jour le contenu, le design et le CMS de manière indépendante et avec moins d'efforts.

Une expérience utilisateur inclusive qui renforce la confiance

Les citoyens ne pensent pas en termes de ministères, d'autorités ou d'agences, ils pensent en termes de « gouvernement ». Lorsque chaque institution publie son propre site web avec des couleurs, des mises en page, des menus et des règles différents, les gens ont l'impression que l'État est fragmenté. Ils se demandent : « Cette page est-elle officielle ? Puis-je faire confiance à ce formulaire ? Pourquoi le même service est-il différent sur trois sites ? »

Une identité web commune résout cette confusion en définissant une norme graphique et un système de design nationaux (couleurs, typographie, composants), une architecture d'information prévisible et une manière commune de rédiger et de présenter le contenu. Dès leur arrivée sur une page, les visiteurs voient des signes familiers de confiance et d'authenticité.

L'accessibilité est également importante. Bien qu'environ 20 % des utilisateurs aient des difficultés à utiliser le Web, les sites Web accessibles profitent également aux personnes sans handicap. Ils garantissent que personne n'est exclu et améliorent l'expérience utilisateur globale pour tous. Ils constituent une opportunité de créer des expériences numériques inclusives, conviviales et durables.

Pour créer efficacement des sites Web accessibles, la normalisation est essentielle. Les développeurs et concepteurs Web peuvent collaborer au sein d'un système de design avec des lignes directrices établies et des composants réutilisables. Cela signifie que l'accessibilité est intégrée dès le début du processus de développement. Cela permet d'éviter des problèmes ultérieurs et conduit à des produits numériques plus efficaces et durables.²

Construire une infrastructure numérique durable

Une norme résiliente repose sur des fondements institutionnels qui perdurent, même en cas de changement de gestionnaire. Ainsi, la durabilité doit être intégrée au cœur de la stratégie et non considérée comme une série d'initiatives isolées.³ C'est ce qui transforme un projet réussi en infrastructure numérique nationale.

- **Une institution permanente** propriétaire de la plateforme dotée d'un mandat juridique clair.
- **Une communauté et un comité consultatif** composé d'institutions et d'entreprises locales pour guider l'innovation.
- **Une feuille de route** et un calendrier de versions connu qui s'inscrivent au-delà des budgets annuels.
- **Des indicateurs transparents** qui démontrent la valeur, indépendamment des alternances politiques.
- **Capacité au sein du gouvernement** afin que les connaissances soient conservées tant dans le secteur public que dans le secteur privé.

La normalisation modifie la structure des dépenses, réduisant le coût moyen par site tout en améliorant la qualité, la sécurité et l'accessibilité.

- **Réutilisation accrue** — Évitez les dépenses inutiles pour des modèles et composants similaires.
- **Plus d'opérations mutualisées** — Hébergement, surveillance, sauvegardes, correctifs et mises à niveau sont centralisés.
- **Moins d'urgences** — Une technologie web cohérente et des cycles de publication prévisibles permettent de réduire les bugs, les conflits et les pannes.
- **Des achats plus avisés** — Les contrats-cadres assortis de livrables clairs améliorent la concurrence et le rapport qualité-prix.
- **Avantages pour le marché local** — Une part plus importante du budget est allouée aux entreprises nationales pour des travaux concrets et réutilisables.

Impact économique local : travail prévisible pour les entreprises locales

La normalisation n'est pas seulement un choix technique, mais une politique industrielle pour un marché des services numériques. Elle organise la demande, clarifie les attentes et récompense la qualité.

Une plateforme standardisée assortie de plans à long terme pour la refonte et la maintenance des sites web du secteur public crée un flux prévisible de projets pour le marché informatique local : migrations, nouveaux sites, formation, assistance pour le contenu, audits d'accessibilité, améliorations des fonctionnalités.

Au lieu d'être délocalisés ou dispersés dans des projets sur mesure, les fonds peuvent circuler entre le gouvernement et les fournisseurs nationaux. Les entreprises locales peuvent rivaliser en termes de valeur et de qualité grâce à leur expertise interne et à leur compréhension du contexte national. Une main-d'œuvre locale compétente peut réagir rapidement lorsque les priorités changent.

Création et mise en œuvre d'une norme

Un standard web en un coup d'œil

Le site web gouvernemental standard devrait être bien structuré, facile à lire et à adopter. Une rédaction dans un langage simple permettra à tout le monde de l'utiliser et de le comprendre. Sa gestion et le pilotage de ses processus ne devraient pas être réservés au personnel technique.

La norme est un document évolutif, mis à jour régulièrement (idéalement deux fois par an) afin de rester pertinente et efficace.

Une norme type comprend les thèmes suivants:

- **Identité et système de conception :** Utilisation du logo, couleurs, typographie, espacement, grille, comportement réactif, icônes, bibliothèque de composants (en-têtes, pieds de page, menus, fils d'Ariane, cartes, onglets, accordéons, notifications, tableaux, graphiques) et guides de photographie/illustration.
- **Modèle de contenu :** Pages obligatoires (À propos, Services, Contact, Mentions légales, Protection des données), types de contenu (actualités, événements, documents, FAQ, avis), règles relatives aux métadonnées, politique linguistique et guide de style rédactionnel.
- **Accessibilité et inclusion :** Objectif WCAG (par exemple, 2.2 AA), changement de langue, comportement mobile, rapports de contraste, règles relatives au texte alternatif, formulaires accessibles et directives en langage clair.
- **Plateforme et opérations :** Structure multisite, cadence de version, gouvernance des extensions, pipeline CI/CD, environnements (développement/tests/production), surveillance et procédures de sauvegarde/restauration.
- **Sécurité :** Authentification et rôles, principes du moindre privilège, calendriers de mise à jour, réponse aux incidents, workflows d'approbation de contenu, HTTPS/HSTS, politique de sécurité du contenu et audits réguliers.
- **Données et intégration :** API pour la recherche, données ouvertes et, le moment venu, intégration avec des services back-ends (Flux de travail, registres, identité, paiements, etc.).
- **Gouvernance :** Organisations et rôles responsables de la norme, y compris les décisions et approbations relatives au système de design, la maintenance de la plateforme, les fournisseurs de support, la formation et la certification des éditeurs, ainsi que le flux budgétaire.



ISTOCK.COM / PCESS609

Mesurer le succès avec des indicateurs de performance pratiques compris par les dirigeants

La normalisation crée une force dans les chiffres, en particulier lorsqu'il s'agit de suivre les progrès. Chaque petit succès issu de centaines de projets de sites Web ajoute des points aux indicateurs clés de performance (KPI). Lorsqu'ils sont publiés sur un tableau de bord public, ils renforcent la confiance au sein du gouvernement, parmi les citoyens et les partenaires.

- **Couverture** — Nombre et pourcentage d'établissements publics ayant adopté la plateforme standardisée.
- **Cohérence** — Respect du système de design. Contrôles automatisés des en-têtes, pieds de page, menus et modèles.
- **Accessibilité** — Résultats de l'audit WCAG et rapidité des corrections.
- **Performances** — Temps de chargement des pages, indicateurs Web vitaux, disponibilité.
- **Sécurité** — Délai entre la publication d'un avis de sécurité et son déploiement en production. Résultats des tests de sécurité périodiques.
- **Facilité de recherche** — Taux de réussite des recherches exprimé en pourcentage d'utilisateurs qui trouvent les pages ou services recherchés en moins de deux clics.
- **Conversion des services** — Taux d'achèvement des principaux services en ligne lancés à partir du site Web.
- **Économie** — Coût moyen de mise en œuvre par site au fil du temps (un coût faible est préférable). Total des dépenses nationales conservées. Nombre d'éditeurs et de développeurs formés et certifiés sur la norme.
- **Satisfaction** — Rétroaction des citoyens sur la clarté et la confiance. Satisfaction des rédacteurs quant aux outils et à la formation.

Questions fréquentes des parties prenantes

Les institutions perdront-elles leur voix ?

Non. Les institutions gardent le contrôle sur leur contenu, leurs priorités et leur rythme de publication. La norme dicte la manière dont les sites web sont construits et sécurisés, et non le contenu et le moment de sa publication.

Pouvons-nous ajouter des fonctionnalités spécifiques pour un secteur ?

Oui, à condition qu'elles respectent la gouvernance partagée en matière de design et de sécurité. Des fonctionnalités spécifiques à certains secteurs peuvent être développées pour la santé, l'éducation, le tourisme, etc. Une fois arrivées à maturité, elles peuvent être partagées avec d'autres secteurs.

Et si nous avons déjà un site qui nous plaît ?

Le contenu ayant fait ses preuves et les autres fonctionnalités existantes peuvent être migrés et intégrés dans le système de design national. Les avantages sont durables : mises à jour plus faciles, sécurité renforcée et expérience citoyenne cohérente.

Mois 3-4 — Mise en place de la plateforme

- Déployer l'instance multisite CMS avec CI/CD, surveillance et ensemble d'extensions sélectionnées.
- Lancer un helpdesk pour les rédacteurs et un système de tickets d'assistance et de coordination des tâches pour les institutions.

Mois 1-2 — Mandat et mobilisation

- Désigner une autorité responsable (Ex : le ministère des TIC ou le Bureau de communication du gouvernement).
- Approuver la plateforme CMS nationale
- Publier la version 1.0 du système de design et du modèle de contenu
- Annoncer la structure de soutien et le plan d'intégration

Mois 5-6 — Former et prouver

- Organiser des bootcamps pour les éditeurs et les développeurs.
- Lancer un portail central servant de site de référence et démontrant la nouvelle identité, l'accessibilité et les normes de performance.

Un plan de mise en œuvre sur 12 mois qui maintient la dynamique

La mise en œuvre d'une norme est un processus itératif et cumulatif. Grâce à des étapes de mise en œuvre clairement définies, chaque site lancé renforcera la plateforme, améliorera la bibliothèque de composants et développera l'expertise, la base d'utilisateurs et la communauté.

Mois 7 à 9 — Première vague de déploiement

- Intégrer un ensemble de sites (Ex : 20 à 40 ministères ou municipalités).
- Utiliser un manuel de migration reproductible : inventaire du contenu → nettoyage → migration à partir d'un modèle → révision → lancement.
- Mesurer en continu l'accessibilité et les performances.

Mois 10 à 12 — Scalabilité et stabilisation

- Lancer le prochain cluster de sites.
- Publier la feuille de route et le calendrier des mises à niveau pour la deuxième année.
- Présenter publiquement les résultats et publier un tableau de bord avec des indicateurs.



Conserver son indépendance grâce aux plateformes open source

Contrôle et propriété renforcés de l'infrastructure numérique

Les logiciels open source sont devenus un outil essentiel pour les organisations – et même des pays entiers – qui recherchent l'autonomie numérique. En utilisant des logiciels open source, les organisations bénéficient de la transparence, de la flexibilité et de la neutralité vis-à-vis des fournisseurs qui sont intégrées dans les modèles de licence, de la distribution et du développement collectif. En termes pratiques, l'open source : ⁴

- **Réduit la dépendance** à l'égard des fournisseurs de technologie externes
- **Vous permet de maintenir** et de contribuer au logiciel que vous utilisez
- **Accroît le contrôle** sur l'infrastructure numérique et garantit l'autonomie opérationnelle.

Au lieu de s'appuyer sur un seul fournisseur ayant des droits de contrôle sur le produit, les logiciels libres sont souvent le résultat d'un effort de collaboration au sein d'une communauté mondiale, rendu possible par un accès et une distribution universels. La communauté contribue à l'amélioration des fonctionnalités et à la correction des bogues pour le bien commun et garantit la qualité du produit.





PIXABAY / PEXELS

Les avantages de l'open source sont nombreux

Au-delà de ses utilisateurs directs, les logiciels libres et open source peuvent profiter à la société dans son ensemble de nombreuses manières différentes.

Indépendance financière

Les logiciels libres impliquent un faible coût d'investissement initial. Même s'il peut y avoir un coût lié au développement initial et à la mise à disposition du logiciel pour l'utilisateur, le droit de redistribuer le logiciel signifie qu'il est mis à disposition sans payer de coût de licence (récurrent).

Toute personne ayant accès au code source du logiciel peut utiliser ce dernier pour son propre bénéfice financier dès le premier jour, ce qui réduit considérablement l'investissement initial nécessaire pour démarrer une entreprise bénéficiant du logiciel.

Non-exploitants et anticolonialistes

Les logiciels libres ont un coût: ils nécessitent toujours du personnel informatique, une infrastructure et une maintenance du système. Cependant, ils permettent de mieux contrôler les dépenses et les investissements budgétaires, ce qui favorise les économies locales et non-exploitatives. Ils réduisent ou éliminent complètement la dépendance vis-à-vis des entreprises étrangères et peuvent être maintenus sans transfert d'argent à l'étranger. Les recettes fiscales locales peuvent être réinvesties dans l'économie locale plutôt que d'être envoyées à des sociétés étrangères.

Des barrières moins élevées pour l'acquisition de connaissances

Tout comme l'information ouverte peut rendre le matériel éducatif accessible à un plus grand nombre de personnes, les logiciels libres permettent aux étudiants en informatique d'apprendre en utilisant, en inspectant et en modifiant les logiciels.

Les établissements d'enseignement peuvent baser leur gestion et leur programme d'études sur l'utilisation de logiciels libres afin de réduire le coût par étudiant, tout en leur donnant accès au partage de connaissances entre pairs avec les plus grands experts mondiaux en logiciels de la communauté open source.

Sécurité

Il est naturel de se demander si un système ouvert pourrait être plus vulnérable à l'exploitation. Cependant, l'ouverture des logiciels open source peut constituer un avantage considérable. Elle permet à quiconque d'identifier les vulnérabilités, de suggérer des améliorations et d'apporter des corrections sans délai.

En revanche, les logiciels à code source fermé limitent les audits externes, ce qui rend plus difficile la garantie de l'intégrité du code. Sans contrôle externe, les ressources peuvent être détournées des améliorations essentielles en matière de sécurité vers des fonctionnalités cosmétiques non critiques, laissant ainsi les vulnérabilités non corrigées.

Soutien de la société civile

En raison de sa dépendance à l'égard de l'échange ouvert de connaissances et de la collaboration, le logiciel libre est à la base de nombreuses organisations de la société civile nationales et internationales, formelles et informelles.

Les groupes d'utilisateurs formés autour de projets open source diffèrent de ceux formés autour de logiciels propriétaires en ce qu'ils font partie du processus décisionnel consensuel du projet lui-même. Toute personne ou tout groupe peut apporter des opinions ou des modifications directes au projet.

Construction de la démocratie et coexistence pacifique

Un facteur souvent négligé lors de la description de la contribution d'un projet open source à la société civile est le rôle que ces organisations peuvent jouer dans le développement de structures et de pratiques démocratiques. Tout comme un pays, un projet open source bénéficie de la stabilité interne, de la reconnaissance des besoins des minorités, de la bonne gouvernance, d'une large participation et de décisions consensuelles. Par conséquent, une communauté open source performante est une plateforme permettant d'apprendre les compétences démocratiques et comprendre les fondements de la coexistence pacifique.

TYPO3 — gestion de contenu pour les institutions du secteur public

Le modèle de projet à quatre piliers de TYPO3

Les projets de transfert de connaissances soutenus par l'association TYPO3 utilisent un modèle générique et réutilisable à quatre piliers qui augmente les chances de réussite.

Pilier 1 : Engagement local

Engagement en faveur de la normalisation et d'une plateforme technique commune par une entité suffisamment importante pour créer une demande durable sur le marché, telle qu'un gouvernement central ou une grande entreprise.

Pilier 2 : Capacité financière

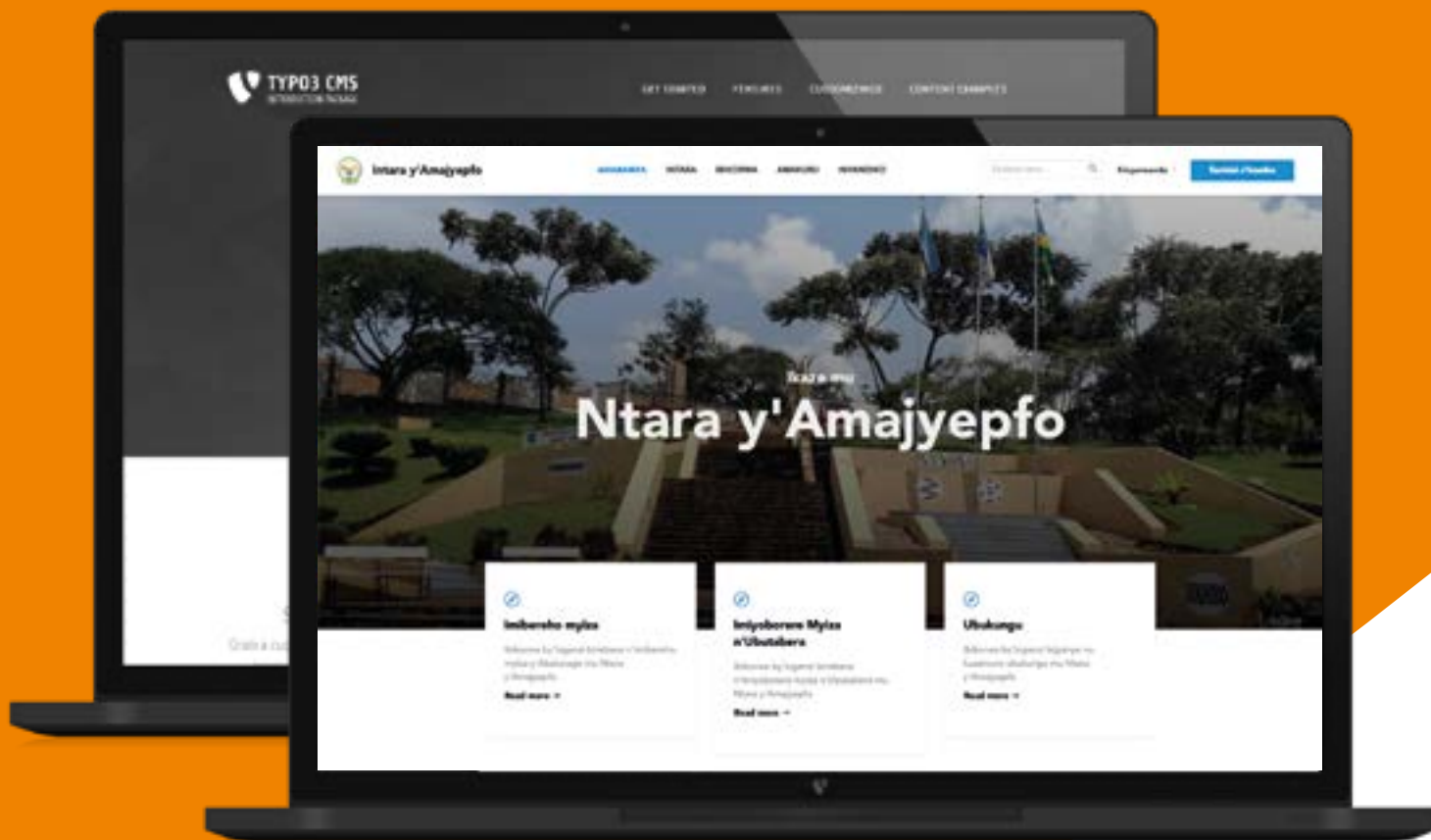
La capacité financière permet de financer le développement, la maintenance et l'hébergement des nouveaux sites web et donne aux entreprises locales les moyens financiers et humains nécessaires pour soutenir le renforcement des compétences. Le financement peut provenir de sources internes ou de la coopération internationale au développement.

Pilier 3 : Main-d'œuvre locale qualifiée

La présence d'une main-d'œuvre locale qualifiée, capable d'apprendre et d'utiliser la plateforme technique, est essentielle. Les employeurs privés doivent être disposés à adopter la plateforme technique dans le cadre de leur stratégie commerciale.

Pilier 4 : Plateforme technique et transfert de connaissances

Soutenue par une association à but non lucratif, une plateforme telle que TYPO3 donne accès à un réseau international d'experts capables de former la main-d'œuvre locale sans créer de liens financiers ou de dépendances à l'extérieur du pays.



Exemples de standardisation de sites web gouvernementaux avec TYPO3

Canada

Le gouvernement du Québec gère plus de 50 sites TYPO3, dont le portail du gouvernement provincial : quebec.ca. Pendant la pandémie de Covid-19, ce site web a été la source officielle d'information pour les 8 millions d'habitants de la province, ce qui rendait ses performances cruciales. Le site a géré sans encombre les pics de trafic, sans aucune interruption, même avec plus de 4 millions de pages vues en une seule journée.⁵

Allemagne

Plus de 35 % de l'infrastructure numérique du gouvernement allemand fonctionne sous TYPO3, des municipalités locales et des entreprises du secteur public aux gouvernements régionaux et fédéral.⁶ Le Government Site Builder (GSB) 11 est un projet basé sur TYPO3 et un élément clé du programme de consolidation des services du gouvernement fédéral allemand. Il représente un changement stratégique dans leur approche de la gestion de contenu web. En publiant de nombreux résultats dans des repositories open source et en impliquant un consortium de 17 agences web allemandes, l'effort de normalisation de l'initiative permet d'économiser des ressources tout en contribuant à la création d'emplois.⁷

Rwanda

Jusqu'en 2019, les sites web du gouvernement rwandais suivaient un modèle commun à de nombreux pays : fournisseurs distincts, contrats d'hébergement multiples, structures de contenu fragmentées et cycles de mise à niveau mal alignés. Il en résultait des coûts de maintenance élevés, une qualité inégale, des efforts redondants et des failles de sécurité difficiles à détecter.

Le tournant décisif a été le passage à un modèle simple : créer une fois, utiliser partout. Le Rwanda a choisi TYPO3 et a défini une norme nationale autour de ce système : une plateforme partagée, un système de design commun et une méthode de travail cohérente. Grâce à un projet de transfert de connaissances mené avec l'association TYPO3 et soutenu par la GIZ, les équipes gouvernementales et les entreprises locales ont été formées à la création et à la maintenance de sites conformes à cette norme.

Les résultats ont été rapides et se sont ensuite multipliés : des professionnels rwandais ont rapidement mis en œuvre et relancé 250 sites web standardisés pour tous les ministères et autres entités gouvernementales. La décision du Rwanda a offert des opportunités commerciales aux entreprises locales de développement de logiciels, des nouveaux emplois locaux et des perspectives économiques positives pour les citoyens du pays.



Somalia

À partir de 2024, la Somalie s'est engagée dans la voie décrite dans ce manuel, avec le soutien de partenaires internationaux tels que l'ITU et la GIZ. L'approche est pragmatique : commencer par une plateforme commune, publier un système de

design clair, former ensemble les éditeurs et les développeurs, puis déployer des groupes de sites par vagues successives. Chaque vague renforce les capacités locales et réduit le coût marginal de la suivante.



À propos de TYPO3

TYPO3 est un CMS open source qui s'est imposé comme le choix de confiance des autorités gouvernementales du monde entier. De nombreuses entités gouvernementales, des municipalités locales aux agences nationales, ont déjà adopté TYPO3 comme système de gestion de contenu privilégié. La raison de cette adoption généralisée réside dans la fiabilité et la viabilité sans faille de TYPO3, particulièrement adaptées aux sites web gouvernementaux.⁸

- **Rapide** — Vitesse de diffusion de contenu inégalée dans le secteur pour renforcer l'engagement citoyen
- **Confiance** — Plus de 35 % de l'infrastructure numérique du gouvernement allemand fonctionne sous TYPO3.
- **Fiable** — Cycles de mise à jour standard et équipe principale qui effectue 200 000 tests quotidiens pour garantir des performances élevées.
- **Évolutif** — Capable de prendre en charge des installations de grande envergure comprenant plus d'un million d'éléments de contenu.⁹

Garantir la fiabilité

La fiabilité est primordiale pour les autorités gouvernementales lorsqu'il s'agit de diffuser des informations critiques au public. TYPO3 garantit que les informations restent disponibles et à jour grâce à ses cycles de publication prévisibles. Cet engagement en faveur de la rapidité, associé au respect des normes en matière de confidentialité des données et de conformité, fait de TYPO3 une plateforme fiable pour les organisations gouvernementales. En outre, TYPO3 offre une fonctionnalité multisite, permettant une diffusion cohérente des informations sur différents sites et plateformes.

Priorité à la sécurité

Outre la fiabilité, TYPO3 accorde une grande importance à la sécurité. Les sites web gouvernementaux doivent inspirer confiance, et TYPO3 y parvient en protégeant les données sensibles, en offrant des autorisations d'accès granulaires aux utilisateurs et en respectant les normes intégrées en matière de confidentialité et de sécurité. Ses outils en libre-service simplifient les interactions avec les citoyens, leur permettant d'accéder efficacement aux services gouvernementaux. Grâce à TYPO3, les autorités gouvernementales peuvent gérer efficacement des interactions complexes, garantir le respect des réglementations et favoriser l'engagement des citoyens.

Souveraineté et prévisibilité

De plus, TYPO3 comprend les défis uniques auxquels sont confrontées les organisations gouvernementales, tels que la conformité en matière de confidentialité des données et le financement imprévisible. Il offre jusqu'à sept ans d'assistance étendue pour son noyau riche en fonctionnalités. L'adaptabilité et la durabilité de TYPO3 en font le choix idéal pour les autorités gouvernementales qui recherchent une solution fiable, sécurisée et durable pour leur présence numérique.



Logiciel libre et open source

Le projet TYPO3 est le fruit d'une collaboration au sein d'une communauté mondiale, rendue possible grâce à un accès et une distribution universels. La communauté apporte des fonctionnalités et des corrections de bogues pour le bien commun et garantit la qualité du produit. Le logiciel est distribué en tant que logiciel libre et open source sous licence publique générale GNU (GPL).¹⁰ Cette licence logicielle populaire utilise les principes habituels du droit d'auteur pour accorder aux détenteurs de copies le droit de modifier, copier, partager et redistribuer librement le logiciel, à condition que les nouvelles versions utilisent une licence compatible. Il est important de noter que vous n'êtes pas tenu de partager votre code, ce qui vous permet de protéger les informations sensibles si nécessaire.

Aligné avec GovStack

GovStack Global¹¹ est une initiative soutenue par ITU, GIZ/BMZ et le gouvernement estonien. Elle définit des modules réutilisables pour les administrations gouvernementales. Le CMS Building Block reflète les mêmes principes que les déploiements TYPO3 à grande échelle : composants partagés, gouvernance forte et interopérabilité avec les services backend.

Reconnu comme un bien public numérique

TYPO3 a été vérifié par la Digital Public Goods Alliance et inclus dans sa liste des logiciels répondant aux critères d'ouverture, de qualité et de réutilisation sécurisée, soit exactement ce que recherchent les gouvernements lorsqu'ils normalisent les infrastructures web critiques.¹²



Gouvernance de TYPO3

Association TYPO3

L'Association TYPO3 est une association suisse à but non lucratif fondée par des membres de la communauté TYPO3 en novembre 2004 et qui fournit gratuitement des logiciels au public. Elle a son siège à Baar, en Suisse. L'Association TYPO3 est non partisane et complètement neutre. L'association compte environ 1 100 membres et coordonne et finance le développement à long terme du TYPO3 CMS. Elle est propriétaire de la marque TYPO3.

Entreprise TYPO3

En 2016, l'Association TYPO3 a créé TYPO3 GmbH en tant qu'entreprise de services à part entière pour fournir des services d'assistance et prendre en charge le développement du logiciel TYPO3 CMS. Le siège de la société se trouve à Düsseldorf, en Allemagne. TYPO3 GmbH propose des services commerciaux, tels que des plans d'assistance étendus, des accords de niveau de service et des partenariats pour soutenir, étendre et améliorer le TYPO3 CMS. L'entreprise n'est pas en concurrence avec les agences et les fournisseurs de services TYPO3, mais fournit plutôt des services de soutien supplémentaires, tels que des services d'avant-vente, des examens de projets et des services de marketing pour le système de gestion de contenu.

⁸ typo3.com/solutions/industry-vertical/public-sector/government-site-builder-typo3

⁹ typo3.com/solutions/industry-vertical/public-sector-cms ¹⁰ gnu.org/licenses/licenses.html#GPL

¹¹ govstack.global ¹² digitalpublicgoods.net/r/typo3

De nombreux pays ne disposent pas d'une approche stratégique normalisée pour créer des sites Web sécurisés, performants, rentables, attrayants et conviviaux.

Basé sur une expérience pratique et regorgeant de conseils pratiques, ce manuel n'est pas un manuel bureaucratique. Il montre comment accélérer la mise en œuvre d'une présence web standardisée, comprenant une plateforme technique solide, une expérience utilisateur cohérente et une gouvernance et des pratiques clairement définies.

Les gouvernements peuvent l'adapter à leur contexte et à leur échelle, à leur rythme, qu'ils commencent par les ministères, les municipalités, les ambassades ou les portails sectoriels tels que la santé, l'éducation ou le tourisme.

Grâce au leadership local, le programme de normalisation peut générer de nombreux avantages :

- Opportunités commerciales pour les entreprises locales.
- Nouvelles perspectives d'emploi pour les jeunes talents.
- Cycles économiques locaux durables et non exploitants.
- Authenticité et confiance dans la communication du secteur public.
- Initiatives de la société civile et pratique démocratique.



Pour en savoir plus, consultez le site
typo3.com/fr/manuel-normalisation